



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de santé des armées
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées
Plateforme achats finances santé**

**BUREAU ACHATS
SECTION SERVICES ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

MARCHE A PROEDURE ADAPTEE (Art. R. 2123-1 à R. 2123-7 et R. R2162-6 et 7 du code de la commande publique)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

N° DAF_2025_000108/PFAF-S/ACHATS/SMSM du 03/03/2025

Relatif aux

« prestations de transports sanitaires terrestres de patients à la charge des Hôpitaux Nationaux d'Instruction des Armées parisiens »

SOMMAIRE

Préambule	4
ARTICLE 1 – GENERALITES.....	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Volumes annuels prévisionnels	4
ARTICLE 2 – REGLEMENTATION.....	5
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
3.1 Obligation de résultat	5
3.2 Le personnel	6
3.2.1 Liste du personnel	6
3.2.2 Responsabilité	6
3.2.3 Diplôme et certificats.....	6
3.2.4 Surveillance médicale.....	7
3.2.5 Obligation de secret professionnel	7
3.2.6 Comportement des personnels de chaque titulaire.....	7
3.3 Obligation d'assurance.....	7
3.4 Prévention des risques professionnels.....	7
3.5 Sécurité	7
3.6 Continuité du service	8
3.7 Gestion des absences	8
3.8 Recours à un autre titulaire aux frais du titulaire.....	8
3.9 Dédommagement en cas d'annulation	8
ARTICLE 4 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	8
4.1 Type de véhicule et matériels mis en œuvre par le titulaire.....	8
4.1.1 Véhicules	8
4.1.2 Entretien des véhicules	9
4.1.3 Matériels	9
4.2 Fournitures et consommables nécessaires à la réalisation des prestations	9
4.3 Tenue et hygiène des personnels du titulaire.....	9
4.4 Nettoyage et désinfection des véhicules	9
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	10
5.1 Définition de la prestation	10
5.1.1 Les TAP (Lot 1 au profit de l'HNIA PERCY).....	10
5.1.2 Les Ambulances simples (Lot 2 HNIA PERCY et Lot 5 HNIA BEGIN)	10
5.1.3 Les Ambulances para-médicalisées (Lot 3 HNIA PERCY).....	11
5.1.4 Les Ambulances médicalisées (Lot 4 HNIA PERCY)	11
5.2 Réunion de lancement	12
5.3 Modalités d'exécution	12
5.4 Le suivi des prestations.....	13
5.4.1 L'application de régulation des transports	13
5.4.2 Réunion mensuelle du suivi de l'exécution du marché.....	13
5.5 Modalités de contrôle de la prestation.....	13
5.5.1 Autocontrôles	13
5.5.2 Dispositions générales.....	14
5.5.3 Personnes chargées du contrôle	14
ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD).....	14
6.1 Précisions terminologiques.....	14
6.2 Description du traitement de données à caractères personnel :	14

6.3	Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.4	Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.5	Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.6	Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.7	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	Erreur ! Signet non défini.
6.8	Mesures de sécurité.....	Erreur ! Signet non défini.
6.9	Sort des données (article 28.3.g du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.10	Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.11	Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)	Erreur ! Signet non défini.
6.12	Documentation (article 28.3.h du RGPD).....	Erreur ! Signet non défini.
6.13	Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXES TECHNIQUES.....		19
Annexe 1 – Equipements de l'ambulance catégorie A – Type B et C (lots 2, 3 , 4 et 5).....		19
Annexe 2 – Adresses des établissements de ou vers lesquels des patients sont transportés afin d'effectuer des examens de santé		22

Préambule

Les Hôpitaux Nationaux d'Instruction des Armées parisiens Percy à Clamart et Bégin à St Mandé, sont amenés à transférer ses patients vers des établissements partenaires dans le cadre de leur prise en charge médicale.

ARTICLE 1 – GENERALITES

1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur les prestations de transports sanitaires terrestres de patients à la charge des Hôpitaux d'Instruction des Armées Parisiens.

Les prestations se décomposent de la manière suivante :

N° du lot	Objet du lot
1	Transports sanitaires Assis Professionnalisés (TAP) (VSL et/ou taxis conventionnés) au profit de l'HNIA PERCY
2	Transports sanitaires en ambulances simples au profit de l'HNIA PERCY
3	Transports sanitaires en ambulances para-médicalisées au profit de l'HNIA PERCY
4	Transports sanitaires en ambulances médicalisées au profit de l'HNIA PERCY
5	Transports sanitaires en ambulances simples au profit de l'HNIA BEGIN

1.2 Volumes annuels prévisionnels

Lot	Libellé	Quantités estimatives(*) de transports/an
1	Transports sanitaires Assis Professionnalisés (TAP) (VSL et/ou taxis conventionnés) au profit de l'HNIA PERCY	200
2	Transports sanitaires en ambulances simples au profit de l'HNIA PERCY	1800
3	Transports sanitaires en ambulances para-médicalisées au profit de l'HNIA PERCY	150
4	Transports sanitaires en ambulances médicalisées au profit de l'HNIA PERCY	10
5	Transports sanitaires en ambulances simples au profit de l'HNIA BEGIN	1500

(*) Ces chiffres ne sont pas contractuels

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION

Chaque titulaire devra se conformer aux différentes exigences définies dans le présent article.

Tout nouveau texte de nature législative ou réglementaire, survenant au cours de l'exécution du présent marché, s'appliquera de facto. Le titulaire doit s'en informer quotidiennement et il prend toutes les dispositions qui s'imposent.

Chaque titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation française et européenne relative au transport sanitaire, notamment :

- le code de la santé publique (articles L6312-1 et suivants, R6312-1 et suivants) ;
- le code de la sécurité sociale (article L322-5, article L162-21-2) ;
- l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- l'arrêté du 26 janvier 2006 relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;
- l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres, les dispositions du code de la sécurité sociale ;
- le protocole relatif aux bonnes pratiques en matière de transports sanitaires, signé le 27 septembre 2017 ;
- le décret 2018-351 du 15 mai 2018 portant sur la prise en charge des transports de patients ;
- la note d'information N° DSS/1A/DGOS/R2/2018/80 du 19 mars 2018 relative à la mise en œuvre de l'article 80, applicable au 1^{er} octobre 2018 ;
- le décret n° 1386 du 15 novembre 2006 portant interdiction de fumer dans l'enceinte d'un hôpital.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 Obligation de résultat

La majorité des transports est demandée dans le cadre de consultations extérieures ou de sorties programmées.

En général, le titulaire est contacté la veille pour la réalisation d'un transport le lendemain.

Concernant les transports non-programmés, notamment pour des transports urgents ou par nécessité médicale n'ayant pu être anticipés la veille, le titulaire est contacté dans la matinée pour un transport à réaliser l'après-midi.

Il est demandé au titulaire de prendre les mesures nécessaires pour respecter strictement les horaires communiqués.

Chaque titulaire doit fournir un numéro unique de téléphone joignable 7j/7, 24h/24.

Si le conducteur du véhicule constate qu'il ne pourra pas être à l'heure convenue de la prise en charge du patient, celui-ci doit être en mesure de prévenir le représentant du titulaire qui en informe sans délai le service de soin qui a commandé la prestation de transport.

En cas d'incapacité d'effectuer le transport, les missions engagées doivent être impérativement honorées : si la mission est désengagée, le titulaire doit assurer la mission par un autre prestataire. En effet, l'enjeu est multiple : sortie, examen complémentaire par un plateau technique non détenu, transfert dans d'autres structures...

En cas de retard de transport, cela peut compromettre la réalisation des examens souhaités. Dans ce cas, des pénalités seront appliquées suivant l'article 4.2 du CCAP.

Enfin, les transports aller-retour doivent être honorés, quel que soit le temps d'attente entre les deux.

Les coordonnées des services administratifs et autres interlocuteurs sont les suivantes :

Ces éléments seront à confirmer par chaque HNIA lors de la réunion de lancement de la prestation (Cf. article 3.2.1 du présent CCTP).

	HNIA PERCY	HNIA BEGIN
Officier de permanence	01 41 46 69 20	06 79 01 63 26
HNIA PERCY : Chef du 2SMS (service de soutien multi-services) HNIA BEGIN : Chef du SISPE (service intérieur et suivi des prestations externalisées)	01 41 46 60 50	01 43 98 49 55
HNIA PERCY : Adjoint au chef du 2SMS HNIA BEGIN : Adjoint au chef du SISPE	01 41 46 64 80	01 43 98 54 53

3.2 Le personnel

Chaque titulaire doit préciser les noms et les coordonnées d'un référent qui doit être joignable immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel.

3.2.1 Liste du personnel

Le titulaire communique, lors de la réunion de lancement, la liste nominative du personnel qu'il prévoit pour assurer la prestation ; cette liste est actualisée au gré des modifications des effectifs du titulaire.

3.2.2 Responsabilité

Le personnel du titulaire est responsable :

- de la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge par le personnel du lieu d'accueil ;
- du matériel mis le cas échéant à sa disposition par l'HNIA et notamment de son transport retour vers le service d'hospitalisation d'origine ;
- du dossier médical et des documents remis dans le cadre de la prise en charge du patient ;
- des effets personnels de la personne transportée ;
- de la bonne conservation de la demande de transport établie par l'HNIA.

Le titulaire doit faire en sorte que son personnel soit joignable à tout moment sur demande de l'HNIA.

3.2.3 Diplôme et certificats

Chaque titulaire communique pendant toute la durée du marché la copie des diplômes (y compris le permis de conduire) et certificats d'aptitude en lien avec le marché des personnels prévus pour la réalisation de la prestation.

Le personnel du titulaire possède une bonne compréhension et maîtrise de la langue française. Il est en capacité de lire et de comprendre des consignes écrites et apte à rédiger des comptes rendus et consignes sommaires.

Conformément à la réglementation en vigueur, les personnels mis à disposition par le titulaire du marché devront être à jour de leur vaccination et devront réaliser des visites médicales régulières sous la responsabilité de la médecine de prévention du titulaire.

Concernant les lots 2, 3, 4 et 5 :

- l'équipage doit comprendre au minimum, deux personnes, toutes deux titulaires du permis de conduire de catégorie B, accompagné d'une attestation en cours de validité, délivrée par le Préfet, après examen médical ;
- l'un des deux membres de l'équipage doit être titulaire du Diplôme d'État d'Ambulancier et le second à minima du diplôme d'auxiliaire ambulancier.

Les ambulanciers ne sont soumis à aucune obligation de formation continue en dehors du recyclage de l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU) (valable 4 ans).

Cette attestation est remise à l'HNIA à chaque renouvellement.

3.2.4 Surveillance médicale.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de prouver que son personnel est à jour de ses obligations vis-à-vis de la médecine de prévention.

3.2.5 Obligation de secret professionnel

Se référer à l'article 1.4.2 du CCAP.

3.2.6 Comportement des personnels de chaque titulaire

Le personnel du titulaire présente une attitude courtoise et de correction à l'égard de la patientèle et du personnel soignant.

Le personnel du titulaire devra respecter les locaux ainsi que les matériels de l'établissement.

Les personnels du titulaire veillent à leur hygiène corporelle du fait de l'exercice en milieu hospitalier.

3.3 Obligation d'assurance

Le titulaire souscrit une police d'assurance de responsabilité civile afin de couvrir tous les préjudices qui pourraient découler de son activité. Il présente cette police d'assurance au moment de la réunion de lancement.

Tous les ans, chaque titulaire doit remettre une copie du certificat d'assurance (Responsabilité Civile et Véhicule(s)) mise à jour à chaque renouvellement de celui-ci à l'HNIA.

3.4 Prévention des risques professionnels

En plus de ces obligations propres, le titulaire devra respecter strictement toutes les obligations résultant des textes ou des dispositions internes à l'établissement, en matière de prévention des risques professionnels. Cette obligation est observée par le titulaire, tant à l'égard de son personnel que celui du personnel de l'HNIA, des usagers, des visiteurs, des matériels et des locaux.

Les consignes de sécurité internes à l'établissement sont à disposition du titulaire par le biais d'affichage.

Il fait respecter par son personnel les règlements intérieurs et les règles de circulation du site.

Un plan de prévention annuel est établi et visé des deux parties.

3.5 Sécurité

Le titulaire fournit la liste des noms, prénoms et autres renseignements individuels nécessaires aux besoins d'enquête de sécurité. Tous les personnels du titulaire doivent faire l'objet d'un avis favorable à l'issue de l'enquête de sécurité, soit 30 jours à compter de la notification du présent marché. Le

titulaire est informé qu'en cas de conclusion défavorable de l'enquête de sécurité portant sur l'un des personnels ; il devra procéder à son remplacement sans délais dans les plannings du personnel intervenant à l'HNIA.

Chaque personnel du titulaire témoigne d'une bonne moralité.

3.6 Continuité du service

Chaque titulaire prend les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service.

Le conducteur de chaque titulaire doit immédiatement avertir l'HNIA en cas de retard ou d'impossibilité de réaliser le transport demandé (Cf. article 3.1 du présent CCTP).

3.7 Gestion des absences

Chaque titulaire est responsable des plannings de son personnel. Il doit veiller à ce que les équipages constitués pour chaque vacation disposent des connaissances nécessaires pour exécuter nominalement la prestation.

En cas d'arrêt de travail de l'un de ses personnels, le titulaire doit prendre toutes les mesures, y compris l'appel à une autre société afin d'assurer la continuité de la prestation. Ces dispositions devront faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance.

3.8 Recours à un autre titulaire aux frais du titulaire

Lorsque le titulaire du marché est dans l'impossibilité, dûment justifiée et absolue, d'effectuer un transport dans le délai précisé, l'HNIA peut faire appel à un autre titulaire ambulancier qui effectue la prestation dans les conditions du cahier de charges. Dans ce cas, le titulaire prend à sa charge le surcoût de la prestation réalisée. (Cf. article 2.4.2 du CCAP)

3.9 Dédommagement en cas d'annulation

Le titulaire ne pourra prétendre, lors de l'annulation d'un transport demandé par l'HNIA, à aucune facturation ou à aucune indemnité compensatrice sauf dans les cas ci-dessous, concernant les annulations à l'initiative de l'établissement :

- à moins de 30 minutes de l'heure initialement programmée de prise en charge du patient : indemnité maximale de 50 % du forfait de prise en charge ;
- à l'heure d'arrivée du véhicule au sein de l'établissement : indemnité maximale de 100 % du forfait de prise en charge.

ARTICLE 4 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

4.1 Type de véhicule et matériels mis en œuvre par le titulaire

4.1.1 Véhicules

Pour les prestations des lots 2, 3 4 et 5, le titulaire utilise ses ambulances de catégorie A – type B.

Dans son offre et lors de la réunion de lancement, puis semestriellement, ou en cas de changement de véhicule, le responsable de la société établit une attestation sur l'honneur de conformité du véhicule et la transmet à l'HNIA.

De même, il transmet la copie de l'autorisation de mise en service de l'ARS.

Pour tous les lots, les véhicules doivent être équipés de systèmes de géolocalisation. A tout moment, le titulaire est en mesure de fournir un état de la géolocalisation des véhicules pour justifier d'un éventuel retard ou d'un kilométrage anormal.

4.1.2 Entretien des véhicules

Les véhicules du titulaire sont réputés régulièrement entretenus et exempts de tous défauts ou vices susceptibles d'engager la sécurité du patient transporté et/ou de l'équipage.

4.1.3 Matériels

Les véhicules sont équipés des matériels prévus à l'arrêté du 12 décembre 2017 tel que décrit en annexe 1 du présent cahier des charges.

4.2 Fournitures et consommables nécessaires à la réalisation des prestations

Les fournitures et consommables présents dans les véhicules sont fournis par le titulaire et font l'objet d'une annexe jointe au présent CCTP. Chaque complément de consommables est à la charge du titulaire. Le titulaire présente avec son offre la liste détaillée des fournitures et consommables utilisés pour la prestation.

Comme rappelé ci-dessus, chaque titulaire assure son approvisionnement en matériel, y compris en draps : il est interdit de se réapprovisionner avec les consommables des HNIA sous peine d'application de pénalités mentionnées dans l'article 4.2 du CCAP.

La conformité de ces fournitures et consommables est vérifiée par les services compétents de l'HNIA (hygiène, prévention, garage, ...).

4.3 Tenue et hygiène des personnels du titulaire

A l'exception des taxis conventionnés du lot 1, le personnel du titulaire revêt, pendant la prestation, une tenue professionnelle de type ambulancier adaptée aux conditions d'exécution de la prestation et selon les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2017. Ces vêtements comportent les éléments d'identification de l'entreprise.

A l'exception des taxis conventionnés du lot 1, le personnel du titulaire porte un badge comportant son nom, son prénom et sa fonction.

Pour tous les lots, la tenue du personnel doit être propre et respecter la réglementation en vigueur dans les établissements de santé tel qu'un changement quotidien, le port des bijoux (même alliance) proscrit ainsi que l'usage du vernis et des faux ongles. Les cheveux doivent être attachés et les personnels du titulaire doivent avoir une bonne hygiène corporelle. Le titulaire veille au nettoyage et désinfection périodiques de ces tenues.

4.4 Nettoyage et désinfection des véhicules

Le titulaire dispose de procédures de nettoyage et désinfection pour les véhicules et équipements utilisés dans le cadre de la prestation. Ces procédures sont mises en œuvre à la prise de service et entre deux patients. Le titulaire tient à disposition, sur site, le registre de traçabilité chronologique des opérations de nettoyage et désinfection.

Le titulaire met à jour ses procédures en fonction de l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

5.1 Définition de la prestation

Dans le cadre de son soutien médical, afin d'assurer une prise en charge médicale globale, l'HNIA doit faire réaliser le transport de certains patients vers l'extérieur.

En application de l'article 80 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) de 2017, ces prestations de transports réalisées par des sociétés de transports sanitaires sont à la charge de l'HNIA.

Ces transports « inter-établissements » sont des transports de patients :

- hospitalisés depuis une entité juridique membre du groupement hospitalier de territoire vers une autre entité juridique, membre ou non d'un Groupement Hospitalier Territorial (GHT), avec ou sans retour ;
- vers leur domicile en cas de permission de sortie d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers un Etablissement de santé;
- provisoires pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'Etablissement (en cabinet de ville ou dans un autre établissement par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

L'HNIA peut prescrire des transports sanitaires de patients :

- assis (Transport Assis Professionnalisé = VSL et/ou taxis conventionnés) ;
- couchés (ambulances simples, para-médicalisées ou médicalisées) ;

Toutes les demandes de transports ainsi que leur suivi se fait grâce à une application de régulation des transports : il existe une interface « établissement » et une interface « transporteur ». Cette application est gratuite pour les transporteurs.

Si le titulaire dispose déjà d'un système de régulation, celui-ci peut être interfacé avec celui utilisé par l'HNIA sans surcoût.

5.1.1 Les TAP (Lot 1 au profit de l'HNIA PERCY)

VSL + taxis conventionnés => mêmes obligations en termes de prise en charge du patient



5.1.2 Les Ambulances simples (Lot 2 HNIA PERCY et Lot 5 HNIA BEGIN)



2 ambulanciers (dont un diplômé d'Etat ambulancier et un autre auxiliaire ambulancier) sans infirmier ni médecin

5.1.3 Les Ambulances para-médicalisées (Lot 3 HNIA PERCY)



2 ambulanciers avec un infirmier

L'ambulance para-médicalisée est destinée à des patients adultes dont l'état de santé nécessite une surveillance et/ou des soins de type infirmier dépassant le cadre des soins prodigués dans une ambulance classique, mais ne requérant pas la mise en œuvre d'un SMUR.

5.1.4 Les Ambulances médicalisées (Lot 4 HNIA PERCY)



2 ambulanciers avec un médecin

L'ambulance médicalisée est destinée à des patients adultes dont l'état de santé nécessite une surveillance et/ou des soins de type médicalisé (médecin à bord) dépassant le cadre des soins prodigués dans une ambulance para médicalisée et/ou classique.

5.2 Réunion de lancement

Avant le début d'exécution du marché, une réunion de lancement est organisée entre l'HNIA et le titulaire afin de finaliser les démarches administratives (liste des personnels, procès-verbal contradictoire, etc.) et faire un rappel des principaux points du CCTP.

Après la notification et avant le début d'exécution des prestations, soit **un mois maximum après la notification**, le titulaire est réputé connaître les installations et renonce à faire état de difficultés dans le but de faire modifier la nature ou le montant de ses prestations.

A la mise en place du marché, une fiche d'évaluation des performances et de la satisfaction de l'HNIA est élaborée communément avec le titulaire et l'HNIA.

5.3 Modalités d'exécution

Les prises en charge s'effectuent selon la réglementation et les bonnes pratiques d'ambulanciers. En fonction de l'état du patient, les personnels mettent en œuvre la prise en charge adaptée notamment au regard du risque infectieux, de celui de la mobilité réduite, du patient en situation d'obésité, du patient désorienté. Les personnels tiennent également compte de l'entourage du patient lorsqu'il est présent.

Toutes ces informations sont transmises par le biais d'une application de régulation de transport via son portail « établissement ». Cette application émet automatiquement une Prescription Médicale de Transport (PMT). Cette PMT et/ou des consignes nécessaires à la prise en charge du patient sont transmises au titulaire via son portail « transporteur ».

La PMT précise s'il s'agit d'un TAP ou si une ambulance simple, ou para-médicalisée ou médicalisée est nécessaire. Le titulaire doit se conformer à cette PMT.

Les services de soins passent obligatoirement par l'application dès lors qu'un transport sanitaire est requis.

Le titulaire doit établir **à chaque fin de mois** (c'est-à-dire à terme échu) une facture unique accompagnée d'un relevé qui reprend tous les transports effectués à la charge de l'HNIA. Ce relevé doit comporter :

- les identités des patients ;
- les trajets et les tarifs correspondants ;
- les PMT signées par le titulaire.

L'ensemble de ces documents sont déposés sur CHORUS Pro (Cf. article 3.2 du CCAP).

Tous les services cliniques de l'HNIA sont susceptibles de commander un transport 7/7 jours, 24/24 heures. La liste et les numéros de téléphone de l'ensemble des acteurs sont communiqués et confirmés lors de la réunion de lancement de la prestation. Cette liste est mise à jour au fil de l'eau.

Cas spécifique : si le titulaire du lot 1 et le même que le lot 2 : lorsqu'un TAP est prescrit, si aucun TAP n'est disponible, et que c'est une ambulance qui réalise le transport, c'est le tarif pour un TAP qui est appliqué.

Les transports sont réalisés vers l'ensemble des établissements de soins de suite et rééducation de la Région Parisienne (Cf. liste en annexe 2 du présent CCTP), ponctuellement vers les départements limitrophes.

Concernant le lot 1 relatif aux TAP, les transports simultanés et les transports aller-retour disposent de modalités spécifiques règlementées par l'Assurance Maladie. Les modalités de facturation dans le cas d'un transport simultané de plusieurs malades ou d'un transport aller-retour sont indiquées en annexe financière de l'acte d'engagement article 1.

5.4 Le suivi des prestations

5.4.1 L'application de régulation des transports

L'application permet de « tracer » les transports : de la commande du transport jusqu'à l'exécution du transport dit « terminé » ou de son annulation.

Une messagerie instantanée intégrée permet au transporteur et à l'établissement de communiquer en direct, sur un éventuel retard, sur un problème avec le patient ou avec le personnel du titulaire.

5.4.2 Réunion mensuelle du suivi de l'exécution du marché

Afin de s'assurer de la qualité de la prestation, des réunions mensuelles sont programmées entre le titulaire de la prestation pour chaque lot ou son représentant et en cas de besoin tout autre représentant de l'HNIA :

- HNI PERCY :
 - le chef du 2SMS « service de soutien multi-services » ;
 - le chef SABC ;
 - Un représentant de la Sphère paramédicale ou du chef du SHSE (Service des Hospitalisations et des soins).
- HNIA BEGIN :
 - le chef du SISPE « service intérieur et suivi des prestations externalisées » ;
 - le chef SABC ;
 - Un représentant de la Sphère paramédicale ou du chef du SHSE (Service des Hospitalisations et des soins).

Ces réunions sont l'occasion d'échanger librement sur tout sujet concernant l'exécution des prestations et également de rendre compte du respect des clauses du marché passé entre l'administration et le titulaire.

Sont évoqués au cours de ces réunions le bilan de l'exercice écoulé et le compte-rendu mentionnant les évolutions du marché ainsi que les éventuels objectifs d'amélioration : l'objectif est de les tracer et de les évoquer lors des futures réunions.

Un compte-rendu rédigé par le titulaire est établi à cette occasion ; il est adressé à chacune des parties sous 5 jours ouvrés suivant la réunion.

En cas de retard dans la remise du compte-rendu, des pénalités sont appliquées à compter du 1^{er} jour de retard (Cf. article 4.2 du CCAP).

En outre, à tout moment, le chef du 2SMS (ou du SABC pour l'HNIA PERCY) ou du SISPE fait part immédiatement au représentant du titulaire du marché de tout problème. Le représentant du titulaire procède de façon identique.

Si des actions nouvelles ou d'améliorations mentionnées lors de la réunion ne sont pas respectées, des pénalités sont appliquées.

5.5 Modalités de contrôle de la prestation

5.5.1 Autocontrôles

Le titulaire doit procéder à des autocontrôles sur la réalisation des nettoyages-désinfections en vérifiant la traçabilité de ces opérations.

5.5.2 Dispositions générales

En tant que responsable de la sécurité des patients, l'HNIA peut à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses de la prestation.

Ces contrôles effectués par la personne responsable du service intérieur et suivi des prestations externalisées (SISPE ou 2SMS)), le chef du garage ou toute autre personne désignée par le ministère des armées, portent notamment sur le respect des spécifications :

- d'hygiène du personnel, du matériel et des locaux ;
- de conformité du véhicule et de son état ;
- des matériels et consommables créant l'ambulance.

5.5.3 Personnes chargées du contrôle

Les personnes habilitées à effectuer les contrôles internes sont :

- le chef du département logistique et/ou son adjoint(e) ;
- le chef du service intérieur et suivi des prestations externalisées et/ou son adjoint(e) ;
- l'infirmière hygiéniste de l'HNIA et/ou son adjoint(e) ;
- l'officier de permanence.

ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET A LIBRE CIRULATION DE CES DONNEES (RGPD)

6.1 Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) sont les HNIA parisiens et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte des HNIA parisiens les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les dispositions du code de la santé publique (articles L. 1110-4 et suivants dudit code).

6.2 Description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte des HNIA parisiens, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

Les transports sanitaires terrestres de patients en fonction des lots indiqués *supra*

Pour permettre la prestation objet du présent marché, la nature des opérations réalisées sur les données est un traitement des données à caractère personnel concernant la santé du patient par support électronique via des courriels ou échanges téléphoniques auprès de l'hébergeur de données de santé (HSD).

La ou les finalité(s) du traitement est/sont :

CCTP - MAPA	DAF_2025_000108 - Prestations de transports sanitaires de patients au profit des Hôpitaux Nationaux d'Instruction des Armées parisiens - Sophie TOUPIN	14/24
-------------	--	-------

- la prise en charge de patients par la PMT
- la facturation des prestations grâce aux PMT

La ou les catégories de personnes concernées est/sont :

- Les coordonnées du personnel du SSA qui suivent le marché (les adresses seront validées lors de la réunion de lancement) ;
- Les coordonnées des patients transportés
- Les coordonnées des intervenants de la société pour la bonne conduite du marché (les adresses seront validées lors de la réunion de lancement).

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, les HNIA parisiens mettent à la disposition du titulaire les informations/types de données à caractère personnelles traitées nécessaires suivantes : les données à caractère personnel concernant la santé du patient nécessaire à la bonne exécution du marché et pour lesquelles ce dernier a donné son consentement pour le traitement de ses données de santé / les données à caractère personnel concernant les agents civils avec la liste des noms, prénoms, fonctions, e-mails et n° de téléphone des agents du SSA...].

6.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'établissement (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées des HNIA parisiens figurant au CCTP du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement à l'*HNIA parisien concerné* ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6.4 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'*HNIA parisien concerné* de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'*HNIA parisien concerné* le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

6.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au Service de santé des armées de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. A ce titre, le titulaire devra répondre à toute requête de l'administration concernant les données personnelles stockées ou traitées dans les systèmes dont il a l'exploitation ou l'administration. La formulation, le format et le délai de réponse, de et à ces requêtes doivent être convenus avec *les HNIA parisiens* avant la collecte des données personnelles concernées.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de *l'HNIA parisien concerné* et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits. Le titulaire doit aider *l'HNIA parisien concerné* à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec *l'HNIA parisien concerné* avant la collecte des données.

6.6 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'établissement toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance et par courriel (cette adresse sera précisée lors de la réunion de lancement).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'établissement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit l'HNIA parisien concerné, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de *l'HNIA*, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'établissement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'établissement, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'établissement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'établissement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6.7 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'établissement de ses obligations

Le titulaire aide les HNIA parisiens :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

6.8 Mesures de sécurité des données

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par :

- Politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat
- Politique générale de sécurité des systèmes d'information de santé (PGSSI-S)
- Politique générale des systèmes d'information des armées (PSSI-A)
- Politique de sécurité des systèmes d'information du SSA (PSSI-SSA)

6.9 Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à, concernant l'ensemble des données personnelles y compris les données traitées ou retravaillées, les détruire.

Dans le cadre d'une éventuelle sous-traitance, celui-ci s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au titulaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

6.10 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'établissement dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Le directeur des affaires juridiques du ministère des armées exerce les fonctions de délégué à la protection des données.

Au sein du service de santé des armées, le pharmacien en chef André MARCEL assure les fonctions de correspondant auprès du Délégué à la protection des données (DPD).

6.11 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'établissement comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'établissement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'établissement ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Les mesures de sécurité techniques et organisationnelles citées au A.1.8.

6.12 Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'établissement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'établissement ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

6.13 Obligations de l'établissement vis-à-vis du titulaire

Les HNIA parisiens s'engagent à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « description du traitement de données à caractère personnel »
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ANNEXES TECHNIQUES

Annexe 1 – Equipements de l'ambulance catégorie A – Type B et C (lots 2, 3, 4 et 5)

L'équipement des véhicules de types B et C, catégorie A, est composé des produits et matériels suivants, étant entendu que l'équipement correspondant au type C est exigible des seuls véhicules de catégorie A en utilisation SMUR :

TYPES D'ÉQUIPEMENTS	TYPE B	TYPE C
Equipements de relevage et de brancardage du patient		
Brancard principal / support brancard	1	1
Portoir de type cuillère	1	1
Matelas à dépression	1	1
Dispositif de transport du patient en position assise (chaise portoir)	1	Optionnel
Drap portoir ou matelas de transfert	Optionnel	Optionnel
Plan dur complété d'une tête d'immobilisation et de brides de sécurité	Optionnel	Optionnel
Equipements d'immobilisation		
Dispositif de traction	Optionnel	Optionnel
Lot pour les fractures	1	1
Lot de colliers cervicaux (immobilisation du rachis cervical)	1	1
Immobilisation en extension de la partie haute du rachis : dispositif d'extraction ou plan dur court	Optionnel	Optionnel
Equipements de ventilation / respiration		
Station fixe d'oxygène, minimum 2 000 l, conditions normales de température et de pression, détendeur, débitre avec robinet de régulation permettant un débit maximal d'au moins 15 l / min, (raccord rapide optionnel)	Optionnel	Optionnel
Oxygène portable : capacité minimum, conditions normales de température et de pression, détendeur, débitre avec robinet permettant un débit d'eau d'au moins 15 l / min, (raccord rapide optionnel sauf pour le type C)	2 000 l	3 000 l
Insufflateurs manuels avec masques et canules pour tous les âges	1	1
Embout de ventilation bouche à masque avec entrée oxygène	1	1
Dispositif d'aspiration fixe de mucosités d'une pression minimale de 65 kPa avec une capacité minimale de 1 l	Optionnel	1
Dispositif portable d'aspiration des mucosités	1	1
Equipements de diagnostic		
Appareil à tension manuel, taille de serrage 10 cm-66 cm	1	1
Appareil à tension automatique de type doppler, 10 cm-66 cm	Optionnel	1
Oxymètre	1	1

TYPES D'ÉQUIPEMENTS	TYPE B	TYPE C
Stéthoscope	1	1
Thermomètre, mesures minimales : 28° C-42° C	1	1
Dispositif pour doser le sucre dans le sang	1	1
Lampe diagnostic	1	1
Médicaments		
Soluté	Optionnel	4l
Matériel pour perfusions et injections	Optionnel	4 kits
Dispositif d'injection conçu pour permettre l'administration de liquide chauffé jusqu'à 37° C (+ ou-2° C), portable ou non,	Optionnel	Optionnel
Supports soluté	2	2
Dispositif pour perfusion sous pression	Optionnel	1
Equipements de réanimation		
Défibrillateur avec enregistrement ECG des données patient	1	1
Moniteur cardiaque	Optionnels, peuvent être combinés sur le même dispositif que le défibrillateur	Obligatoire mais ces fonctions peuvent être combinées sur un dispositif
Stimulateur cardiaque	Optionnel	Optionnel
Dispositif de réanimation respiratoire (PARS) : contenu des PACS, matériels de perfusion avec cathéters et perfuseurs, solutés, dispositifs de fixation adhésifs, matériel d'intubation avec laryngoscope et lames diverses, pinces de Magill, mandrins, sonde d'intubation avec embouts, clamp et seringues pour ballonnet, dispositif de fixation pour sonde, stéthoscope, matériel pour administration de médicaments	Optionnel	1
Appareillage de nébulisation	Optionnel	1
Lot de drainage thoracique		1
Dispositif pour perfusion volumétrique		1
Cathéters veineux centraux		1
Respirateur de transport		1
Valve de PEEP		1
Capnomètre		1
Bandages et matériels d'hygiène		
Matériels de couchage	2	2
Couverture bactériostatique	1	1
Matériel pour le traitement des plaies	1	1
Matériel pour le traitement des brûlures thermiques et chimiques	1	1
Réceptacle pour réimplantation permettant de maintenir la température interne à 4° C (+ ou-2° C) pendant au moins 2 heures	1	1

TYPES D'ÉQUIPEMENTS	TYPE B	TYPE C
Haricot	1	1
Sac vomitoire	1	1
Bassin	1	1
Urinal (pas en verre)	1	1
Container à aiguilles usagées		1
Sonde gastrique (avec accessoires)		1
Paires de gants chirurgicaux stériles	5	5
Gants non stériles à usage unique	100	100
1 matériel d'accouchement d'urgence	1	1
Sacs poubelle	5	5
Container incinérable pour déchets médicaux		2
Drap à usage unique pour brancard	1	1
Equipements de protection individuelle (par membre d'équipage)		
Vêtement de signalisation visuelle	1	1
Vêtement de sécurité et de protection (blouson)	Optionnel	Optionnel
Paire de gants de sécurité pour débris	Optionnel	Optionnel
Paire de chaussures de sécurité	Optionnel	Optionnel
Casque de sécurité	Optionnel	Optionnel
Matériel de protection contre l'infection	1	1
Masques de protection respiratoire de type FFP2 à usage unique	2	2
Matériel de protection et de sauvetage		
Matériel de nettoyage et de désinfection immédiate du matériel et du personnel	1	1
Lot de lampes et outils de sauvetage	Optionnel	Optionnel
Coupe-ceinture de sécurité	1	1
Triangle ou lampe de présignalisation	1	1
Projecteur	Optionnel	Optionnel
Extincteur	1	1
Communication		
Émetteur-récepteur mobile	Optionnel	1
Émetteur-récepteur portable	Optionnel	1
Accès au réseau téléphonique public par l'émetteur-récepteur ou par un radiotéléphone mobile	1	1
Un système d'alerte portable par personne (peut être intégré au récepteur radio)	Optionnel	Optionnel
Communication interne entre le chauffeur et la cellule sanitaire	1	1

Annexe 2 – Adresses des établissements de ou vers lesquels des patients sont transportés afin d'effectuer des examens de santé

L'HNIA PERCY est en relation avec des établissements de santé partout en France. En guise d'exemples, ci-joint la liste non exhaustive des structures de ou vers lesquelles des patients sont transportés :

Etablissement	Dpt	Catégorie d'établissement	Adresse	Ville
GOUIN	92	SSR GOUIN	2 rue Gaston Paymal	CLICHY
APHP	75	Tous soins	Région parisienne	PARIS
Clinique du PLATEAU	92		5 rue des Carnets	CLAMART
Clinique l'OBSERVATOIRE Clinique de soins médicaux et de réadaptation	91		33 av de a Cour de France	JUVISY SUR ORGE
Clinique FSEF	77		19 rue du Docteur Lardanchet	NEUFMOUTIERS EN BRIE
Hôpital CROIX ST SIMON	75		125 rue d'Avron	PARIS 2
Hôpital de BLIGNY	91		Rue de Bligny	BRIS SOUS FORGES
CRTT VERSAILLES	78		7 bis rue de la Porte de Buc	VERSAILLES
Clinique de l'AMANDIER	92		57 avenue de la Division Leclerc	CHÂTENAY MALABRY
Hôpital MARIE LANNELOONGUE	92		Avenue de la Résistance	LE PLESSIS ROBINSON
Clinique de la PORTE VERTE	78		06 avenue du Maréchal Franchet	VERSAILLES
Hôpital PAUL BROUSSE	94		12 Av Paul Vaillant Couturier	VILLEJUIF
Groupe Hospitalier PAUL GUIRAUD	92		Rue Andras Beck	CLAMART

L'HNIA BEGIN est en relation avec des établissements de santé partout en France. En guise d'exemples, ci-joint la liste non exhaustive des structures de ou vers lesquelles des patients sont transportés :

Etablissement	Dpt	Catégorie d'établissement	Adresse	Ville
CLINIQUE DE PERREUX	94	SSR	14-22 Rue Du Canal	LE PERREUX-SUR-MARNE
HOPITAL SAINT MAURICE	94	SSR	12-14 Rue Du Val D'osne	SAINT-MAURICE
HOPITAL ALBERT CHEVRIER	94	SSR	40 Rue Mesly	CRETEIL

Etablissement	Dpt	Catégorie d'établissement	Adresse	Ville
HOPITAL EMILE ROUX LIMEIL-BREVANNES	94	SSR	1 Avenue De Verdun	LIMEIL-BREVANNES
HIA PERCY	92	SSR	2 Rue Lieutenand Raoul Batany	CLAMART
CLINIQUE DU PRE-ST-GERVAIS	93	SSR	10 Rue Simonet	LE PRE-ST-GERVAIS
CLINIQUE LES PEUPLIERS	75	SSR	8 Place De L'Abbe Georges Henocques	PARIS
INSTITUT DE ROMAINVILLE	93	SSR	140 Rue De Paul De Kock	ROMAINVILLE
CLINIQUE DES BUTTES DE CHAUMONT	75	SSR	3 Rue Fessart	PARIS
HOPITAL DES GARDIENS DE LA PAIX	75	SSR	35 Boulevard Saint-Marcel	PARIS
HOPITAL COGNAC6JAY	75	SSR	15 Rue Eugene Million	PARIS
		TOUS SOINS		
APHP	75		Sal-Pet 47-83 Bd De L'hôpital Bichat 46 Rue Henri Huchard	PARIS
HOPITAL SAINT-MAURICE	94		12-14 Rue Du Val-De-Marne	SAINT-MAURICE
HOPITAL DU VAL-DE-MARNE LES MUTETS	94		17 Rue Du General Leclerc	QUEUE-EN-BRIE
CLINIQUE GASTON METIVET	94		48 Rue Alsace-Lorraine	SAINT-MAUR LES FOSSES
HOPITAL PAUL D EGINE	94		35 Rue De Musselbugh	CHAMPIGNY SUR MARNE
HOPITAL AVICENNES	93		125 Rue De Stalingrad	BOBIGNY
HOPITAL DE CRETEIL	94		40 Avenue De Verdun	CRETEIL
HOPITAL HENRI MONDOR	94		1 Rue Gustave Eiffel	CRETEIL
CLINIQUE DU PERREUX	94		14-22 Rue Du Canal	LE PERREUX-SUR-MARNE
HOPITAL CHARLES FOIX	94		7 Avenue De La Republique	IVRY-SUR--SEINE

Etablissement	Dpt	Catégorie d'établissement	Adresse	Ville
HOPITAL DELAFONTAINE	93		2 Rue Du Docteur Delafontaine	SAINT-DENIS
CLINIQUE DES PRINCES	92		13 Rdpt Andre Malraux	BOULOGNE BILLANCOURT
HIA PERCY	92		2 Rue Lieutenant Raoul Batany	CLAMART
CLINIQUE ALLERAY	75		64 Rue Labrouste	PARIS